

LE FRONT DU REFUS DES LÉGISLATIVES SE RÉUNIT DEMAIN

L'option du boycott de la nouvelle
Assemblée au menu

Initialement prévu pour hier, le second acte du front du refus des résultats des législatives du 10 mai dernier aura lieu finalement, demain lundi, au siège du parti du Front de la justice et du développement (FJD), avec comme principal point à l'ordre du jour des chefs des partis, la discussion autour du boycott de la prochaine Assemblée.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Loin de constituer une quelconque marche arrière des membres de cette coalition, ce report traduit le souci de ces derniers de mûrir, chacun à son niveau, la réflexion autour de la démarche à défendre en commun. Ceci d'autant qu'il s'agira pour ce front d'établir une feuille de route à même de tracer le chemin à suivre dans le cadre de la contestation des résultats des dernières législatives. «Une plateforme qui peut aller au-delà de la simple profession de foi avec des options radicales à ne pas écarter, comme le boycott de la prochaine Assemblée», tel que suggéré hier par le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN) qui parle d'une première mouture établie jeudi dernier par une commission technique. «C'est pourquoi, poursuivra encore Ahmed Benabdeslam, nous avons sciemment laissé les partis approfondir le débat au sein de leurs instances délibérantes

convoquées ce week-end pour que chacun puisse se définir par rapport à l'initiative».

Pour notre interlocuteur, «toutes les options, des plus radicales, avertira-t-il, ne sont pas à exclure vu que le pouvoir a montré qu'il ne peut ni moralement, ni juridiquement et encore moins politiquement gérer le pays».

Est-il évident que des partis qui ont obtenu des sièges, alors que le FAN et bien d'autres n'en ont eu aucun, optent pour le boycott de la nouvelle assemblée ? Benabdeslam dira ne nourrir aucune crainte du fait que «parmi les promoteurs de l'idée de tourner le dos à la prochaine législature figurent des partis qui ont de nouveaux députés». Et de poursuivre : «D'ici à demain (aujourd'hui, ndlr), nous serons davantage fixés sur les réelles intentions des uns et des autres quant à aller loin dans cette démarche commune puisque tous les partis, ou presque, auront tranché la ques-



Ahmed Benabdeslam.

tion.» Pour le premier responsable du FAN qui, pour rappel, a été sans appel dans son réquisitoire contre le pouvoir en accusant ouvertement le premier magistrat du pays d'être derrière le sacre «hors normes» du FLN, «ne pas reconnaître la prochaine Assemblée suppose un levier d'application et son boycott est le mieux indiqué».

A propos de l'association à cette fronde des partis ayant boycotté cette élection, dont le

RCD auquel le cours des choses semble lui avoir donné raison, du moins en partie, Benabdeslam n'exclut pas l'option, «du moins en ce que me concerne», tiendra-t-il à préciser.

L'essentiel étant, pour notre interlocuteur, de s'inscrire «dans l'après-législatives et en dehors de ses résultats qui consacrent le statu quo». Pour ce faire, poursuivra-t-il, «il n'est pas question de laisser en marge quiconque, de quelque bord qu'il

soit. Il s'agira, au contraire, d'élargir la protestation». Et à Benabdeslam de faire part du ralliement d'autres partis aux sept premiers (le FC, le FJD, le Mouvement El Infitah, Jil Jadid, El Fedjr El Jadid, le Front de l'Algérie nouvelle (FAN), le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) et le Front national algérien (FNA), qui ont tenu leur première réunion mercredi dernier. Une première rencontre qui s'est achevée par l'adoption d'une batterie de mesures dont le boycott de la nouvelle APN.

Actuellement, le front du refus comptabilise une vingtaine de formations politiques dont les tout derniers à le rejoindre sont le PEP de Naïma Salhi et le RPR de Abdelkader Merbah, apprend-on auprès du premier responsable du FAN qui affirme ne pas avoir encore reçu une réponse claire de la part du FFS et du PT.

Deux partis qui, vraisemblablement, ne feront pas partie de ce front, eux qui inscrivent leur démarche autrement en attendant encore ce qu'il adviendra des recours qu'ils ont déposés au niveau du Conseil constitutionnel.

M. K.

REBAÏNE REJETTE TOUTE IDÉE
D'ALLIANCE ET AFFIRME :«Bouteflika s'est impliqué
dans la fraude»

C'est un Fewzi Rebaïne particulièrement remonté contre l'ensemble des institutions qui a présidé hier une session extraordinaire du conseil national. Il accuse le président de la République, les magistrats et l'ensemble de l'administration d'avoir orchestré la fraude et dit ne pas accorder sa confiance au Conseil constitutionnel.



Photo : NewPress

Nawal Imès- Alger (Le Soir) -

Pas du tout étonné du score qui lui a été attribué par l'administration, le président de AHD 54 s'en est pris hier au président de la République, l'accusant d'avoir été le premier à donner le coup d'envoi de la fraude en faisant un discours à Sétif au cours duquel il a implicitement appelé à voter FLN.

Rebaïne s'étonne que le premier garant de la Constitution «foule du pied» cette dernière. Mais il n'est pas le seul dans le collimateur de Rebaïne. Ce dernier estime que les magistrats, l'administration et l'institution militaire ont tous pris position.

Nullement étonné de l'ampleur de la fraude, Rebaïne explique que «la nouveauté cette fois-ci, c'est l'implication directe de Bouteflika». Il analyse cette situation par la volonté du pouvoir de maintenir le statu quo en louant les vertus du changement. «Quel changement avec un FLN toujours majoritaire et aussi mal élu que le FIS dissous ?» s'interroge le leader de AHD 54 qui avertit que si le changement ne vient pas des institutions, il viendra de la rue.

Un espace que son parti n'hésiterait pas à investir si le peuple en décidait ainsi. Son parti prendra-t-il part à l'initiative initiée par des partis qui crient à la fraude ? Pas question, répond le numéro un de Ahd 54 qui rétorque qu'«avec tout le respect que j'ai pour toutes les alliances, je les considère comme des comités de soutien du président de la République».

N. I.

DJAHID YOUNSI :

«Nous refusons que la Constitution
soit touchée par cette Assemblée»

A l'issue de la session extraordinaire du Madjlis Echoura el watani (Conseil national consultatif) du parti El Islah, tenue vendredi, Hamlaoui Akkouchi, son SG, a rendu compte des décisions prises, hier, lors d'une conférence de presse.

«Nous avons convenu surtout de préserver et promouvoir l'Alliance avec le MSP et Ennahdha (l'Alliance verte, ndlr)», a-t-il déclaré. Il est, néanmoins, écarté que le parti se retire de l'Assemblée populaire nationale : «Nous considérons que le Parlement est une tribune qui nous permet de nous exprimer et de démasquer les dépassements du système. Or, le Madjlis Echoura el watani a mandaté l'instance exécutive du parti à s'entretenir avec les formations politiques rejetant les résultats des législatives et prendre la décision adéquate.»

Dans le même contexte, le SG d'El Islah s'est refusé à tout recours à la violence ou la mobilisation de la rue pour protester contre la «fraude» : «Nous n'utiliserons jamais la violence. Or, nous continuerons à user de tous les moyens pacifiques possibles pour faire comprendre au système que nous sommes dans



Djahid Younsi.

l'opposition. Nous continuerons à parler, dénoncer et mettre en garde... La volonté du peuple a été piétinée et les voix des citoyens confisquées. La situation prédit le pire et le peuple ne tardera pas à sortir dans la rue.»

Prenant la parole, l'ancien SG du parti et candidat malheureux à la présidentielle de 2009, Djahid Younsi, a fait de la situation actuelle un parallèle avec ce qui s'est passé en Egypte en 2010 : «Ce qui nous est arrivé est exactement la même chose que les Frères musulmans en Égypte lors des législatives de 2010. Le régime de Mubarak a

fraudé pour écraser cette force politique du pays.

Elle avait 88 sièges et n'en a obtenu au bout de ces élections que trois. Les Égyptiens n'ont pas tardé à occuper la rue pour destituer le dictateur.»

Et de souligner : «Nous avons pris part à cette joute électorale justement pour démasquer ce pouvoir devant le monde entier. Il n'avait pas vraiment l'intention de réformer quoi que ce soit. Ses intentions connues maintenant, nous n'acceptons pas que la Constitution soit touchée par cette Assemblée.»

L. H.